

LANGUE ET IDENTITÉ BERBÈRES (ALGÉRIE/ÉMIGRATION) : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Ces dernières années, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises (notamment dans l'AAN, XIX, 1980 et XX, 1981) de décrire le cadre historique et idéologique dans lequel s'est constitué et développé le mouvement identitaire berbère algérien. Je n'y reviendrai donc que brièvement et centrerai mon intervention sur les facteurs précis de la cristallisation qui s'est opérée depuis l'indépendance et, surtout, sur les enjeux immédiats ou à plus long terme qui sont sous-jacents à la revendication culturelle berbère.

Certes, la prise de conscience identitaire berbère est une réaction prévisible, normale, à la situation de fermeture à l'égard de la dimension berbère qui prévaut dans l'Algérie indépendante. Mais la dynamique était en fait à l'œuvre depuis de longues années, probablement depuis les premiers moments du Mouvement National Algérien. La mise entre parenthèses imposée par la nécessaire union nationale face à l'ennemi commun — le colonialisme français — n'a pourtant pas réussi à masquer totalement l'existence de cette aspiration au sein du Mouvement National.

La crise « berbériste » de 1948-1949 et toute la production de chants « berbéro-nationalistes » qui l'ont précédée et suivie sont là pour en témoigner. De même que la permanence *sourde* d'une ligne de clivage entre « Arabes » et « Kabyles » au sein du FLN-ALN : trente ans plus tard, un personnage comme l'ancien président Ahmed Ben Bella considère encore le Congrès de la Soummam et l'action d'Abane Ramdane comme « entachés de berbérisme » ! Il ne fait probablement là qu'explicitier l'un des motifs qui ont incité ses ennemis politiques au sein du FLN à organiser sa liquidation physique.

En fait, le nationalisme verrouille la définition de l'identité algérienne dès son origine. Tous les courants de pensée des forces politiques sont unanimes : l'Algérie est arabe et musulmane. Il y a donc continuité depuis les débuts du nationalisme algérien dans la référence à l'arabo-islamisme. La berbérité est exclue, ignorée, au mieux renvoyée dans un passé révolu — chez les lettrés du courant réformiste musulman notamment —. C'est d'eux que vient la thèse réactualisée récemment par le président Chadli (Congrès du FLN/décembre 1983) : « Nos ancêtres les Berbères » !

Cette option très ancienne se concrétise dans les textes fondamentaux de l'Algérie accédant à l'indépendance et dans les orientations de l'État qui se met

en place : la Charte de Tripoli (1961), la constitution de 1963, la Charte d'Alger (1964), la Charte Nationale (1976) et la constitution de 1976 consacrent toutes l'arabité et l'islamité foncière de l'Algérie et excluent toute référence à une dimension berbère *vivante*, constitutive de l'identité algérienne actuelle.

Depuis l'indépendance, la marge de variation des courants dominants vis-à-vis de la dimension berbère va de l'exclusion et de la négation absolue des tendances « arabistes » à la reconnaissance historique et muséographique des milieux les plus ouverts.

I. — LA CRISTALLISATION (1962-1980) : UN TERRAIN PROPICE, UNE ACTION DIVERSIFIÉE

A. LES FACTEURS IMMÉDIATS DE LA « CASSURE »

Dans le processus de prise de conscience des berbérophones, certains facteurs semblent avoir été méconnus ou insuffisamment mis en valeur.

Dans l'opinion kabyle, la prise du pouvoir par le tandem Ben Bella-Boumediène a largement été ressentie comme une usurpation de l'Extérieur au détriment de l'Intérieur. Et, par voie de conséquence — la résistance intérieure ayant été fortement kabyle —, des « Arabes » au détriment des Kabyles. Ce sentiment a été rapidement renforcé par la marginalisation et/ou l'élimination des principaux chefs historiques kabyles.

Par ailleurs, avant même la prise de pouvoir, Ben Bella et son groupe réaffirment avec force l'identité arabe de l'Algérie. Ses proclamations tonitruantes, dont son fameux : « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes, 10 millions d'Arabes » (Tunis), ont été vécues comme des provocations par de nombreux Kabyles.

Très vite aussi après la stabilisation du pouvoir, l'option de l'arabisation commence à prendre une certaine réalité. L'un des premiers actes de l'Éducation Nationale algérienne sera de supprimer la Chaire de berbère de l'Université d'Alger (octobre 1962).

On méconnaît aussi sans doute à l'extérieur l'impact — voire le traumatisme — qu'a représenté l'intervention de l'Armée Nationale Populaire de Boumediène en Kabylie lors de l'insurrection armée du FFS dirigée par Hocine Aït-Ahmed. L'ANP, pour la population kabyle, a été entre 1963 et 1965 une armée d'occupation (arabe). Malgré la discrétion et l'ambiguïté du FFS sur la question berbère, il est probable que la révolution armée n'a été possible que parce qu'elle s'appuyait sur la réaction d'une population qui se percevait comme une minorité linguistique et culturelle menacée.

Le fait que le FFS ait militairement été vaincu et ait politiquement échoué ne doit pas faire oublier ou masquer le fait que ses sentiments ont marqué en profondeur la conscience kabyle. Ainsi, le pouvoir d'État est apparu très tôt à beaucoup de Kabyles comme *illégitime* et *hostile* à leur égard.

Dès cette époque, un homme comme Boumediène était décrit par l'opinion publique kabyle comme un anti-berbère virulent, prêt « à écraser la Kabylie sous les bombes ».

B. LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ : UN TRAVAIL CULTUREL ET POLITIQUE FAIBLEMENT STRUCTURÉ

À partir de 1965-66 apparaissent en Kabylie, à Alger et surtout en émigration (Paris) des pôles de regroupement berbères qui enclenchent une production, une activité culturelle et pédagogique diversifiée, très autonome par rapport à l'idéologie officielle. Des enseignements, des publications, des activités d'animation culturelle se mettent progressivement en place pour atteindre une réelle efficacité à partir des années 1970.

La néo-chanson kabyle, avec le succès fulgurant de Idir, va donner à partir de 1974 une assise de masse à la thématique identitaire berbère et va renforcer la crédibilité nationale et internationale de la culture berbère.

Dans cette « militance » berbère très faiblement structurée, on peut aisément déceler des sensibilités diverses et notamment un courant « radical activiste » autour de l'Académie berbère fondée à Paris en 1967. Elle réussira en quelques années à acquérir une implantation sérieuse dans la jeunesse de Kabylie.

La situation va très vite se tendre. La détérioration du climat commence par les menaces précises (réduction d'horaires...) qui pèsent sur la radio kabyle puis, à la rentrée universitaire d'octobre 1973, par la suppression du cours de berbère assuré par Mouloud Mammeri à l'Université d'Alger (il était toléré depuis 1965). Puis un facteur nouveau entre en scène qui va avoir des conséquences décisives : la répression.

Des incidents parfois violents (Larbaa N'aït Iraten : Juin 1974) se produisent en Kabylie, mais aussi à Alger (juin 1977) et attestent de la réalité de l'aspiration berbère au sein de la jeunesse kabyle. Elle se manifesterait aussi très clairement lors de la discussion de la Charte Nationale (printemps 1976), aussi bien en Kabylie qu'à Alger. Les arrestations commencent à partir de 1975-76 et se terminent plus d'une fois par de lourdes condamnations (janvier 1976, été 1976...).

Elles radicalisent brutalement la situation et accentuent la politisation de la revendication berbère.

C'est ainsi que l'on peut expliquer la « réactivation » du FFS de H. Aït-Ahmed à partir des années 1977-78 : certains militants culturels berbères acquièrent la conviction que leur action a besoin d'un cadre et de perspectives politiques du fait de la fermeture absolue du pouvoir sur ce terrain. Ils rejoignent alors naturellement le FFS qui était, historiquement et sociologiquement, le parti le plus réceptif à leur revendication.

Durant toute cette phase de cristallisation et de formation, l'émigration kabyle en France joue un rôle déterminant : elle a servi de lieu de repli, de base

logistique et de relais de diffusion des idées et de l'information. L'existence d'une communauté berbérophone nombreuse a également permis le maintien et le développement d'une culture berbère (chanson surtout) autonome ainsi qu'une expérimentation pédagogique pratiquement impossible dans le pays d'origine. Grâce aux associations et groupes universitaires, une édition berbère est née. L'émigration a donc occupé une place tout à fait particulière dans la genèse du mouvement culturel berbère algérien.

II. — LE TOURNANT DE 1980 : LA JONCTION ENTRE LES INTELLECTUELS ET LA « BASE »

Le « printemps berbère » de 1980 a été rendu possible par l'existence d'un ensemble de conditions favorables : une quinzaine d'années de travail culturel préalable discret, un début de politisation des militants les plus déterminés, la construction progressive d'un « tissu berbériste ». Parallèlement, on assistait au développement très rapide de la ville de Tizi-Ouzou qui sortait de sa léthargie de sous-préfecture provinciale pour devenir une petite métropole régionale. La création du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou allait être le détonateur.

Certes, on ne dira jamais assez que les mouvements de protestation du printemps 1980 n'étaient pas fondamentalement le fait d'intellectuels. Ce sont toutes les couches de la population qui ont été concernées. Mais il est certain que l'existence de l'université a permis de donner un « centre » à des aspirations, à des protestations qui sans cela n'auraient peut-être pas atteint l'ampleur qu'elles ont eue. L'université a servi de pôle de coordination à un mouvement très large, divers et faiblement organisé.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, depuis 1980, la stratégie du gouvernement est de réduire au maximum, voire de liquider purement et simplement, le centre universitaire de Tizi-Ouzou : ses effectifs ont été limités de façon draconienne et on a renoncé à en faire une université à part entière.

Il faut se souvenir également que le pouvoir algérien était alors en pleine phase de transition : l'autorité de Chadli Benjedid était loin d'être tout à fait affirmée et la disparition de Boumediène avait sérieusement secoué la classe politique et ses équilibres internes. Cela traduit par une certaine irrésolution des autorités qui hésitent sur la conduite à tenir face à cette contestation imprévue et inédite de par son ampleur et de par ses formes.

Pendant trois mois, le pouvoir oscille entre la fermeté (qui atteint son paroxysme le 20 avril 1980 avec la prise d'assaut de l'université) et l'apaisement (en libérant les 24 « meneurs » déferés devant la Cour de Sécurité de l'État). Il choisit finalement la reprise en main en douceur d'une situation qui lui avait initialement totalement échappé. Mais ses atermoiements ont permis au mouvement de démontrer la réalité de son ancrage social par l'organisation de nombreuses actions de protestation populaire (deux grèves générales, une série de manifestations, des affrontements violents à partir du 20 avril...). Pour la

première fois dans l'Algérie indépendante, un mouvement social touchait toute une région et parvenait à s'opposer au pouvoir pendant plusieurs semaines.

Le printemps 1980 révèle d'abord que la jonction a été faite entre les groupes d'intellectuels militants et la masse de la population. Grâce à cette secousse, le courant berbère a pu s'exprimer très largement aussi bien en Kabylie qu'à Alger pendant plus d'une année (à Alger, le coup d'arrêt est donné le 19 mai 1981 par l'arrestation des membres du Collectif Culturel de l'université).

Ainsi, les militants culturels, relativement jeunes et dont la politisation était alors généralement faible ou récente, ont réussi à faire ce qu'aucun parti politique « classique » n'avait pu réaliser avant eux : s'opposer ouvertement et durablement à l'autorité de l'État et amener ce dernier à faire preuve — malgré tout — d'une relative modération dans la répression...

III. — 1980-1985 : UNE MOBILISATION PÉRENNE

Après le printemps 1980, on peut repérer deux phases nettement distinctes dans l'action du mouvement culturel berbère. Elles correspondent du reste à deux stratégies radicalement différentes.

De mars 1980 à septembre 1981 prend place ce que l'on peut qualifier de « période chaude », caractérisée par un certain activisme et d'importantes démonstrations publiques. Manifestations (Kabylie, Alger), meetings, rassemblements divers, cours « sauvages » (à Alger et en Kabylie)... se succèdent. En fait, les animateurs du mouvement ont pris assez brutalement conscience du haut degré de mobilisation de la population et de sa sensibilité aux thèmes identitaires. Les hésitations du pouvoir, l'ouverture du débat sur la culture leur paraissent être des circonstances favorables qu'ils essayent d'exploiter au mieux en organisant une pression permanente sur les autorités. Ils espèrent ainsi obtenir un geste concret d'ouverture, notamment la création d'un cadre d'enseignement et de recherche en berbère à Tizi-Ouzou (promesse formulée à de nombreuses reprises par le ministre de l'enseignement supérieur).

Mais très vite, une répression sélective habilement menée permet aux autorités de contrer cette stratégie.

Après l'adoption en juin-juillet 1981 des résolutions sur la culture par le Comité Central du FLN, la situation se clarifie. Ce sont les thèses les plus intransigeantes quant à l'identité arabo-islamique du pays qui l'ont emporté. Une dernière tentative de pression par la base échoue le 26 septembre 1981 : un mot d'ordre de grève générale et de boycott des écoles est très mal suivi en Kabylie.

À partir de ce moment, le mouvement culturel s'organise pour durer et engage une série d'actions en profondeur, plus conformes à sa nature. Il se fait, par le biais de publications régulières illégales mais plus ou moins tolérées (*Tafsut*), le promoteur d'un débat d'idées et d'une information indépendantes. Il met également en place un ensemble de groupes de travail dans les domaines strictement linguistiques et culturels, notamment la planification linguistique

(vocabulaires spécialisés...) qui débouchent sur des publications spécialisées très originales (comme le *Lexique berbère des mathématiques*).

L'objectif n'est donc plus pour l'heure d'amener le pouvoir à des concessions mais plutôt, par un travail quotidien à la base, de construire une donnée de fait incontournable et irréversible, *i.e.* une culture berbère autonome et tournée vers l'avenir.

Le contact avec la « base » et l'assise populaire sont cependant régulièrement réactualisés par des rassemblements pacifiques divers : galas, débats et activités ouvertes à l'université de Tizi-Ouzou. La réalité du lien à la population a pu se vérifier encore récemment. En février 1985, l'arrestation de sept animateurs du mouvement a immédiatement entraîné une réaction de la population dans toute la Kabylie (manifestations à Tizi-Ouzou, Azazga, Bougie...).

En Kabylie, le mouvement culturel berbère a donc réussi à pérenniser une contestation et une mobilisation que le pouvoir central n'a pas pu ou n'a pas su éradiquer.

En émigration, on peut parler de véritable « boom » associatif berbère. Les associations culturelles berbères sont de plus en plus nombreuses (y compris en province) et leurs activités de plus en plus sérieuses et durables : publications périodiques, émissions de radio, enseignement du berbère, y compris aux enfants. On assiste sur ce terrain à la naissance et/ou au développement de formes nouvelles de production et de consommation culturelles; la diffusion de l'écrit berbère est en nette progression et le premier festival du théâtre berbère a été organisé en juin 1985 à Paris. Les enseignements de berbère (associatifs ou universitaires) connaissent partout un grand succès et les candidats à l'épreuve facultative de berbère au baccalauréat sont chaque année plus nombreux.

Les facteurs explicatifs de cette réussite et de la sensibilité berbère de l'émigration sont certainement nombreux et complexes. On peut notamment penser que la référence à la culture berbère est pour un grand nombre d'émigrés attractive parcequ'elle est fortement liée aux idées « démocratiques » et à la modernité, par opposition à l'arabo-islamisme perçu comme rétrograde — en particulier par les femmes —. En tout état de cause, l'émigration est toujours l'un des lieux les plus propices à l'affirmation identitaire et culturelle berbère.

Au plan international, il faut souligner également le renforcement et le renouvellement très rapide de la production scientifique berbère et l'intervention de plus en plus massive des berbérophones eux-mêmes sur ce terrain. Une vingtaine de thèses de doctorat ont été consacrées au domaine berbère par des berbérophones algériens ou marocains (surtout) depuis l'indépendance. Cette évolution du personnel scientifique induit naturellement l'apparition de problématiques nouvelles, propres à des chercheurs autochtones, personnellement impliqués par les problèmes dont ils traitent : les travaux et recherches en sociolinguistique, linguistique appliquée et planification linguistique occupent désormais une place non négligeable dans l'activité berbérissante, alors que tous ces champs d'investigations étaient à peu près inexistantes durant la période « classique » des études berbères (ère coloniale).

Les retombées directes ou indirectes de ces changements ne sont pas sans importance, y compris au plan politico-idéologique. La réappropriation tendancielle des études berbères par les Maghrébins contribue à rendre ce domaine plus « légitime » et moins suspect de colonialisme et de « manipulation étrangère ». D'autre part, le discours de défense de la langue et de la culture berbères, tenu par des *universitaires* maghrébins, est nettement plus crédible et bénéficie de la caution de l'Université. Le « berbérisme » sort peu à peu de l'activisme politique pour se construire en courant d'opinion intellectuel et scientifique à dimension *maghrébine*.

L'image traditionnellement positive de la culture berbère et du berbère est ainsi confortée par les connotations démocratiques et modernistes de la néo-culture berbère et en même temps par l'amélioration du soubassement scientifique.

IV. — LES ENJEUX : VERS UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ?

On le voit, une évolution probablement irréversible s'est produite en Algérie. Un terrain spécifiquement berbère s'est imposé en marge de l'État central en quelques années, avec pour assises principales la Kabylie et l'émigration en France.

Émergeant en pays de parti unique, à forte tradition centralisatrice, dans lequel la définition de l'identité nationale est considérée comme acquise depuis longtemps par tous les courants dominants, la revendication berbère se trouve en contradiction immédiate et profonde avec tout le système politique et idéologique mis en place depuis l'indépendance. Et ce n'est pas un hasard si le mouvement berbère réclame simultanément la reconnaissance de l'identité berbère et le respect des libertés fondamentales. Le pluralisme linguistique et culturel ne peut guère être envisagé que dans une société qui accepte sa diversité interne sur tous les plans et garantit de manière effective les libertés d'opinion, d'expression et d'association.

Toute réflexion sur l'avenir du phénomène identitaire berbère en Algérie conduit ainsi à poser presque immédiatement la question de la forme de l'État dans ce pays.

Au fond, c'est bien là le principal — sinon l'unique — enjeu : les autres sont déjà dépassés. L'émigration algérienne en France échappera nécessairement au contrôle idéologique et culturel du pouvoir algérien, la Kabylie et les populations kabyles sont pénétrées en profondeur par l'idée « berbère » et la conscience identitaire est certainement une donnée irréversible. La répression — si le gouvernement opte pour cette voie — ne fera qu'exacerber la contradiction et accentuer la cassure.

Le problème est donc de savoir si le pouvoir d'État en Algérie est ou non susceptible de connaître une transformation dans le sens d'une ouverture démocratique dans laquelle les berbérophones pourraient trouver une insertion acceptable, permettant leur survie en tant que groupe minoritaire.

Si une telle alternative se dessinait, les berbérophones seraient certainement à l'avant-garde de cette dynamique, comme ils ont été à l'avant-garde du combat pour la libération nationale.

Dans l'hypothèse inverse, si la situation de blocage persistait ou se durcissait, on peut penser que l'évolution se fera dans le sens d'une radicalisation et d'une autonomisation de la revendication berbère qui pourrait prendre très vite les formes et les objectifs d'une lutte nationalitaire.

Quoi qu'il en soit, pour l'heure, les militants berbères travaillent surtout à consolider et à promouvoir leur patrimoine linguistique et culturel propre. Quelle que soit l'évolution politique ultérieure, c'est là le matériau dont sera fait leur avenir.

Salem CHAKER*

BIBLIOGRAPHIE

Pour une orientation bibliographique systématique dans le domaine berbère, on se reportera à notre chronique régulière : « Langue et littérature berbères. Chronique des études », AAN, XX, 1981 → On y trouvera notamment, sous les index REVENDICATION BERBÈRE, POLITIQUE LINGUISTIQUE ET SOCIOLINGUISTIQUE, une recension méthodique des références concernant le mouvement identitaire berbère.

* CNRS, Université de Provence.